

La contrainte : un choix malheureux !



[Imprimer la page](#) [Envoyer à un ami](#) [Faire un don](#)

Par Jacques Bichot, économiste, professeur émérite et auteur de *Retraites, le dictionnaire de la réforme*

Une grande enquête sur les valeurs - ce en quoi croient nos contemporains, ce qui les épanouit - est menée tous les 9 ans au niveau européen. La dernière, en 2008, a été particulièrement « soignée » en France : l'échantillon de personnes interrogées (de façon longue et approfondie) a pu être doublé, porté à plus de 3 000. Cela en fait l'enquête la plus fiable sur ce que valorisent les Français. Un ouvrage récent en rend compte[1].

Un point est clairement établi par cette enquête : **le bonheur est fortement lié à la maîtrise que l'on a de son existence**. Trois facteurs viennent en tête parmi tout ce qui contribue à nous rendre heureux : **la santé, l'argent, et la maîtrise de sa vie** (être libre et responsable de ses actes). La présence des deux premiers facteurs était attendue ; celle du troisième (en fait, le second par ordre d'importance, après la santé mais avant l'argent) est un scoop.

Certes, un bon nombre d'entre nous pressentaient que les Français sont très désireux de diriger eux-mêmes leur propre vie, et qu'ils sont heureux quand ils y parviennent. Certes, le récent sondage[2] montrant qu'un Français sur trois serait content de créer sa propre entreprise a de quoi faire réfléchir. Néanmoins, **il est « politiquement correct » de penser que nos concitoyens souhaitent majoritairement un Etat qui s'occupe de tout à leur place**, orientant leurs actions dans un sens qui assure leur satisfaction. Eh bien ! l'enquête valeur le montre, il s'agit d'une de ces idées reçues qui prolifèrent en haut lieu, et qui ne correspondent pas du tout à la réalité, à ce que ressentent les Français.

Quel rapport, direz-vous, avec la réforme des retraites ? Il est fort, mais le politiquement correct empêche les commentateurs plus ou moins officiels de le pointer du doigt.

Cette réforme a pour principale disposition l'obligation d'attendre 62 ans avant de liquider sa pension. Si les Français le faisaient quand ils le jugent bon, disent nos gouvernants, il ne serait pas possible de leur servir des pensions suffisantes[3]. Sauf rares exceptions, **élus et ministres croient que nous ne sommes pas assez adultes** pour choisir entre partir à la retraite un peu plus tôt avec une rente mensuelle un peu plus faible, ou un peu plus tard avec davantage d'argent. **Ils estiment que, pour faire le bonheur des Français, il faut les contraindre à attendre 62 ans**. Et là, ils ont tout faux ! On ne fait pas le bonheur des gens malgré eux. C'est eux-mêmes qui construisent leur propre bonheur, comme le montre l'enquête valeurs.

Ce qui ferait notre bonheur, ce serait d'avoir la maîtrise de cette décision importante. Ce serait de **pouvoir choisir, en toute liberté mais aussi en toute responsabilité, le moment où nous devenons retraités**. Ce serait aussi d'avoir la possibilité, comme les Suédois, d'organiser à notre convenance la transition entre la vie

professionnelle à plein temps et la retraite complète, en liquidant provisoirement nos pensions de façon partielle si cela correspond à la façon dont nous entendons mener notre vie, ou en revenant sur une liquidation si nous nous apercevons que ce n'était pas le bon choix.

Autrement dit, l'enquête sur les valeurs montre quelle réforme aurait accru le bonheur des Français : **l'instauration de la retraite à la carte, et l'adoption d'un système par points**, nécessaire pour disposer de toutes les possibilités d'organiser soi-même sa vie qui donnent satisfaction aux Suédois.

Concrètement, **la retraite à la carte combine la liberté et l'équité**. Si je liquide ma pension plus tôt, je la percevrai plus longtemps, donc il est normal que ce soit moins chaque mois : sinon, je volerais les autres assurés sociaux et mettrais le système en déficit. Et inversement en cas de liquidation tardive.

Il n'était pas difficile de prévoir par exemple un taux de 44 % en cas de liquidation à 60 ans, de 47 % à 61 ans, de 50 % à 62 ans, de 53 % à 63 ans, et ainsi de suite : **les Allemands le font, les Américains le font, les Suédois le font**[4]. En ayant cette liberté de choix, cette « maîtrise de leur existence », ils sont plus heureux. En refusant aux Français cette possibilité, le Gouvernement contribue à leur gâcher la vie.

C'est d'autant plus bête, qu'en adoptant un comportement d'adjudant-chef, les pouvoirs publics français ne se bornent pas à diminuer le bonheur de leurs « administrés » : ils rendent beaucoup plus difficile la réduction des déficits. Faut-il rappeler qu'aux Etats-Unis le système de retraites par répartition, OASDI, a dégagé un excédent de 150 milliards de dollars en 2009, en misant sur la capacité des Américains à prendre eux-mêmes les décisions qui les concernent ? Des hommes libres et responsables sont bien plus enclins à se retrousser les manches, sachant que c'est le meilleur moyen d'améliorer leur sort et celui des êtres qui leur sont chers. Des hommes contraints, privés d'initiative, rechignent et font grève.

Notre gouvernement a donc choisi non seulement la solution la pire pour le bonheur des Français, mais aussi la moins efficace pour parvenir à redresser nos retraites.

[1] *La France à travers ses valeurs*, Pierre Bréchon et alii, Armand Colin, 2009.

[2] Enquête de Kelly Services relatée par *Le Figaro* du 21 juin 2010 sous le titre « Un Français sur trois souhaite devenir son propre patron ».

[3] Le Gouvernement a rendu public le 16 mai un « Document d'orientation sur la réforme des retraites » qui justifie ainsi le choix d'une solution dirigiste : « La liberté donnée aux actifs de choisir leur âge de départ à la retraite aurait un prix élevé, puisque leur pension serait significativement réduite pendant toutes les années passées à la retraite ». Nos dirigeants n'ont pas songé un seul instant que beaucoup de leurs concitoyens choisiraient au contraire de « travailler plus pour gagner plus », conformément à la formule qu'affectionnait le plus éminent d'entre eux.

[4] Et, beaucoup ne le savent pas ou l'ont oublié, les Français faisaient quelque chose d'analogue jusqu'à la malheureuse réforme de 1982.

Mots clés associés : [retraite](#) - [age de la retraite](#) - [epargne retraite](#)